

## Performances macroéconomiques et perspectives

Avec un taux de 2,9 % en 2019, la croissance du PIB réel a poursuivi sa décélération. Le stress hydrique a limité les performances du secteur agricole, qui occupe environ 46 % des actifs. La croissance dans la zone euro, qui compte pour 76 % des échanges du Maroc était faible. Depuis 2013 l'élan de diversification des exportations dans les chaînes de valeurs des métiers mondiaux s'est consolidé (+13 % pour l'automobile, + 8,2 % pour l'agroalimentaire, +10,1 % pour l'aéronautique et + 6 % pour l'électronique).

Depuis 2013 le poids du secteur secondaire dans le PIB est demeuré quasi constant (26,1 % en moyenne). Le poids de l'agriculture dans le PIB a stagné à 12,4 % en moyenne, en dépit du Plan Maroc vert destiné à promouvoir l'agriculture et mieux l'arrimer à l'industrie. L'inertie de la composition du PIB reflète une faible productivité totale des facteurs dans l'agriculture et l'industrie.

Les efforts pour améliorer le cadre macroéconomique en 2019 se poursuivront en 2020 et 2021. La politique budgétaire visera à concilier la baisse des dons en provenance du Conseil de coopération du Golfe (CCG), l'augmentation des dépenses sociales pour un modèle de développement plus inclusif et la nécessité d'une gestion plus rigoureuse et prudente de la dette. Le déficit budgétaire, financé par le marché domestique est tombé à 3,6 % du PIB en 2019 et devrait atteindre 3,3 % en 2021 grâce à de meilleures performances fiscales et contrôle des dépenses. La dette des Entreprises et établissements publics était estimée à 16 % du PIB en 2018.

La restructuration du portefeuille de dette auprès du CCG, qui représentait 4 % de l'encours du Trésor en 2018, a été accélérée pour limiter l'effet de la volatilité de ces monnaies.

La dette du Trésor, estimée à 65,3 % du PIB en 2018, devrait baisser à 65,1 % en 2019, puis à 63,1 % en 2021, sous l'effet d'une croissance du PIB réel plus robuste. Le déficit du compte courant, 5,5 % du PIB en 2018 en raison de la facture pétrolière et des importations de biens d'équipement, devrait passer de 4,6 % en 2019, à 3,9 % en 2020, puis à 3,7 % en 2021. L'inflation devrait être autour de 1,0 % sur la période 2019–2021.

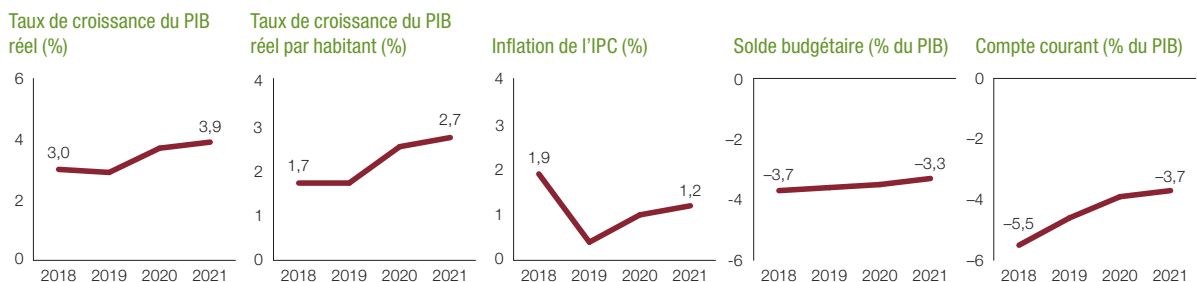
## Facteurs favorables et défavorables

Les perspectives économiques à moyen terme restent favorables et la croissance du PIB réel devrait rebondir à 3,7 % en 2020 et s'établir à 3,9 % à partir de 2021.

La position géographique stratégique du Royaume peut servir de hub de projection pour les entreprises étrangères désireuses d'opérer ou s'établir en Afrique. L'amendement de la loi sur les PPP et la politique de régionalisation avancée offrent des opportunités d'investissements au secteur privé, mais la forte dépendance de l'agriculture au climat pourrait constituer un frein à la croissance.

Le pays fait face à trois grands défis structurels. Premièrement, le développement du capital humain à travers l'éducation et la formation doit être plus en lien avec les besoins du secteur privé. Deuxièmement le système de protection sociale, qui coûte 3 % du PIB (contre 2 % dans les pays à revenu intermédiaire), doit être optimisé et rationalisé. Et troisièmement les rigidités du marché du travail doivent être réduites, afin de diminuer le chômage des jeunes.

L'ouverture au secteur privé des activités et des services encore opérés par les établissements et entreprises publiques stimulerait la compétitivité et induirait un regain de productivité des facteurs travail et capital. Enfin, un renforcement de la gouvernance accroîtrait l'efficacité de l'action publique et réduirait les disparités géographiques.



Source : Données des autorités nationales ; les chiffres pour 2019 sont des estimations ; les chiffres pour 2020 et 2021 sont des projections par l'équipe des Perspectives économiques en Afrique.